

**DISCOURS SUR LE DROIT DES GENS
ET SUR L'ÉTAT POLITIQUE DE L'EUROPE.**

AMSTERDAM

Par Guillaume-François LE TROSNE

1762

DISCOURS SUR LE DROIT DES GENS

Si tous les hommes réunis ne composaient qu'une même nation, le Genre humain ne serait qu'une grande famille, régie par une même autorité. Mais qui serait le dépositaire de cette autorité ? Quel homme mortel pourrait soutenir un tel fardeau ; contenir une si grande multitude ; entretenir l'harmonie dans un si vaste corps ; atteindre d'un bout à l'autre de l'univers, et faire sentir partout les influences d'une autorité dont la nature est de diminuer en s'étendant, et de se détruire ?

Il n'appartient qu'au souverain Maître d'exercer cet empire universel. C'est lui qui a partagé la terre entre les enfants des hommes ; qui en confondant leur langage les a contraints de se séparer, et qui a présidé à la dispersion des peuples qu'un même pays ne pouvait plus contenir. Les hommes se font multipliés à l'infini ; ils ont couvert la terre ; et de proche en proche les nations se font placées les unes à côté des autres.

La division des hommes en différents peuples, a sans doute établi des rapports nouveaux ; mais a-t-elle détruit les anciens ? Elle a uni d'une manière plus intime ceux qui se font trouvés faire partie de la même

société ; mais leur a-t-elle rendu tous les autres indifférents et étrangers ? Elle a fait naître l'amour de la patrie ; mais l'effet de cette passion si noble, si capable de produire de grandes choses, doit-il être de rétrécir le cœur, et d'y éteindre tout amour pour le reste des hommes ? Non sans doute, des rapports secondaires et de convention, ne peuvent détruire une union fondée sur la nature ni rompre des liens indissolubles, des liens aussi sacrés que ceux du sang et de la communauté d'origine.

Il existe donc des relations d'homme à homme : et comme les nations ne sont que des membres de la société universelle du genre humain, il existe aussi des devoirs de nation à nation.

Quel est le principe de ces devoirs, leur nature, leur étendue ; quelles sont les lois, soit primitives soit de convention, qui gouvernent les peuples entre eux. C'est ce que nous nous proposons de rechercher dans ce Discours. Nous considérerons d'abord le droit des Gens dans sa source, et dans la généralité de ses principes. Descendant ensuite dans le détail, nous le verrons fixer les limites des Empires, décider des titres de leur propriété, autoriser la guerre lorsqu'elle est nécessaire pour le maintien de la société, et déterminer l'usage et les bornes de ce droit redoutable. Enfin nous le verrons présider aux traités, en ordonner l'exécution, et les sceller de la religion du serment.

PREMIÈRE PARTIE

Si les besoins de l'homme et ses inclinations le portent à la société, la raison lui prescrit en même temps la manière dont il doit se conduire pour y vivre heureux. Elle lui fait voir que la société ne réunit les hommes que pour leur avantage commun, et pour leur procurer les biens dont la solitude les priverait ; qu'elle est donc par elle-même un état de paix et de bienveillance ; que vouloir en tirer ces avantages sans y contribuer, c'est la détruire, c'est par la plus absurde des inconséquences vouloir vivre avec les hommes, et vouloir habiter seul sur la terre.

Elle lui montre que l'amour qu'il se doit à lui-même, n'est légitime qu'autant qu'il est réglé et modifié par celui qu'il doit aux autres : et dans ce seul principe de l'amour de soi-même bien dirigé, elle lui découvre toute l'étendue que doit occuper dans son cœur l'amour de ses semblables, et tous les devoirs qui en résultent, suivant le degré d'union qu'il a avec eux.

Telle est la première loi de la société humaine, établie par le souverain Législateur. Cessera-t-elle parce que les hommes ont formé des sociétés particulières ? Non sans doute ; si elle oblige tous les hommes indépendamment et antérieurement à tout établissement, parce qu'elle est éternelle comme son auteur ; elle les oblige en quelque état qu'ils se trouvent, parce qu'elle est constante et immuable : *est vera lex constans, sempiterna*. Et si elle est le fondement des lois civiles, elle est aussi la loi des nations entre elles : *omnes gentes et omni tempore, una lex et immutabilis continet*.

Il existe donc des lois qui assujettissent les sociétés et ceux qui les gouvernent : il est des devoirs de justice et d'humanité de nation à nation ; et ces devoirs comme ceux des hommes entre eux, dérivent de l'amour de soi-même concilié avec l'amour que l'on doit aux autres. Car Dieu n'ordonne aux hommes d'aimer leurs semblables, que parce que cet amour contribue à l'avantage de chaque individu : comme il n'exige le tribut si légitime de leur amour, que parce qu'il peut seul faire le vrai bonheur de la créature.

Qu'il est simple et fécond le principe de ces lois, dont la pratique est si importante au repos du genre humain. Tous les hommes sont frères par leur origine : ils doivent donc s'aimer ; leur père commun ne leur ordonne autre chose. Ils ont tous besoin les uns des autres ; c'est un nouveau motif d'amour et d'union qui doit les porter à s'entre-aider par une communication réciproque de secours et de services. Les sociétés civiles ne sont que des membres de la société générale, qui les renferme toutes dans son sein ; elles doivent donc l'entretenir au lieu de la déchirer pour des intérêts particuliers. Tous les peuples habitent la même terre assez étendue pour satisfaire à leurs besoins, et même à leurs désirs ; ils doivent s'y voir sans jalousie, sans désirer ce qui est aux autres.

L'état naturel des nations les unes à l'égard des autres est donc un état de paix et d'union. Elles forment entre elles une société, d'égalité et d'indépendance, qui exige des égards et des ménagements réciproques. Dans une même ville tous les citoyens sont également libres sous la protection des Lois ; quoique le rang ou les richesses mettent entre eux des distinctions. Ainsi dans la société générale des nations, l'inégalité de puissance et de force ne doit point troubler l'harmonie générale, et mettre en danger la liberté des plus faibles. L'état contraire est un désordre d'autant plus grand que les conséquences en sont plus terribles.

Ô Souverains ô vous qui tenez dans vos mains le repos ou les malheurs de la terre ; qui ordonnez le calme ou excitez la tempête ; vous dont la voix puissante, comme celle du Très-haut dont vous êtes les images, sait contenir la multitude des nations, ou l'agiter comme les flots de la mer : si jaloux de la tranquillité de vos Sujets, vous savez leur dicter des Lois justes ; de la même source où vous puisez les Lois que vous leur donnez dérivent aussi celles qui gouvernent la société des nations entre elles. Vous n'avez pas de maître sur la terre ; mais vous avez des égaux : plus vous êtes indépendants, plus il vous convient d'être justes.

À ces premiers principes d'équité, qui obligent les Souverains comme les Sujets, se joignent des Lois particulières auxquelles la constitution même des sociétés a donné lieu. Chacune au moment de sa formation devient une personne morale qui a une volonté particulière, des droits tous différents de ceux des membres qui la composent, une manière

d'acquérir et de conserver qui lui est propre. Ce nouvel état a produit entre les hommes de nouveaux rapports, des liaisons d'un autre genre et par conséquent a exigé de nouvelles Lois qui dérivent à la vérité des premiers principes, en tant qu'elles sont justes et nécessaires, mais qui s'éloignent de leur simplicité.

La combinaison de ces Lois, est ce qu'on appelle le Droit des Gens. Il est à l'égard des nations entre elles, ce qu'est le droit civil entre les Sujets. L'un et l'autre ne sont autre chose que le Droit naturel même modifié, et appliqué suivant les besoins et les circonstances ; l'un aux hommes dans les rapports qu'ils ont entre eux comme Sujets et Citoyens ; l'autre aux Peuples et aux Souverains, dans les relations qu'ils ont ensemble et les intérêts qu'ils ont à ménager entre eux.

Le Droit des Gens est sans doute d'un autre ordre que le Droit civil. Si l'un et l'autre ont une même origine, l'application des principes qui leur sont communs ne dérive pas de la même autorité. Le Droit des Gens ne doit pas le détail de ses Lois à un Législateur particulier ; il n'a pas été rédigé par écrit dans une assemblée générale des Souverains. Il est le résultat des usages universellement reçus, et observés réciproquement par les peuples qui les ont admis. C'est une espèce de tradition *ordinairement* fondée sur la justice, sur l'humanité, sur l'intérêt commun. Le Droit civil dans ce qu'il contient d'arbitraire, n'est autre chose que la volonté personnelle d'un Souverain. Le Droit des Gens renferme le vœu de tous les peuples ; il est produit par le contentement volontaire des nations qui se font gloire de le reconnaître et de le suivre ; et par son importance il est autant au-dessus du Droit civil que les États sont au-dessus des particuliers. L'un assure la tranquillité des familles, l'autre celle des nations : l'un fixe les bornes d'un héritage ; l'autre détermine les limites des Empires.

C'est le Droit des Gens qui distingue les peuples policés des peuples barbares. C'est lui, par exemple, qui perfectionné par la Religion, a banni l'esclavage de chez les peuples Chrétiens. C'est sous sa protection que les navigateurs battus par la tempête abordent avec confiance sur des côtes étrangères, et y trouvent la sûreté et les secours dont ils ont besoin. Arbitre des nations entre elles, il leur impose des lois, il prescrit les égards mutuels qu'elles se doivent et règle leur conduite respective.

Il est le lien de leur correspondance et le juge commun des procédés. Il rend la personne des Ambassadeurs sacrée, et détermine la manière dont ils doivent être traités. Il défend de commencer la guerre sans avoir exposé ses prétentions ou ses griefs, sans avoir réclamé de la part de ses voisins la justice que l'on exige d'eux ; et leur avoir déclaré que faute de l'obtenir on est disposé à se la rendre soi-même. Il tempère même les rigueurs de la guerre, il établit entre les ennemis une sorte de modération, et met un frein au pouvoir du vainqueur. C'est lui enfin qui après avoir servi de base aux traités, en assure l'exécution, fixe les possessions respectives des nations ; et décide des titres de leur propriété.

SECONDE PARTIE.

Les sociétés civiles ont une espèce de propriété qui leur est particulière, et qui dérive du Droit des Gens.

La propriété naturelle s'acquiert par l'appréhension réelle et l'occupation : inséparable de la possession, elle se perd avec elle.

La réunion des hommes en société a donné lieu à une autre propriété fondée sur les conventions que les citoyens font entre eux. L'État affure aux sujets cette propriété indépendamment de la possession ; il la leur conserve même à leur insu et la met sous la protection des Lois et des Tribunaux.

Mais outre cette propriété qui intéresse chaque citoyen, la société en a une particulière que le Droit des Gens a introduit et conserve ; qui sans préjudicier aux propriétés particulières, sans les diminuer, les comprend toutes sous un point de vue différent.

Les pays appartiennent à l'État, quoique chaque particulier y soit maître de son domaine. La propriété des sujets consiste dans le droit de disposer de son héritage et d'en percevoir les fruits. Celle des États dans l'exercice de la puissance publique : il possède le pays par le droit d'y commander ; le citoyen par le droit d'en jouir. *Ad reges potestas omnium pertinet, ad singulos proprietas : omnia rex imperio possidet, singuli dominio.* Seneque *de beneficiis* liv. 7.

La propriété politique s'étend même plus loin que celle des sujets. La société en s'établissant prend possession de tout le terrain qu'elle juge nécessaire à sa conservation ; quoiqu'il ne soit pas tout entier occupé par les citoyens.

Il est sans doute pour les États comme pour les particuliers des moyens légitimes de s'agrandir. La société trop resserrée dans son territoire peut y joindre une contrée voisine, où personne ne s'est encore établi : elle peut recevoir dans son sein une société déjà formée, qui se réunit volontairement à elle et lui apporte tous ses droits de propriété.

Une guerre juste devient aussi pour le vainqueur un titre légitime d'acquisition. Il a droit de retrancher au peuple vaincu une partie de son territoire pour se dédommager des frais de la guerre : il peut même le mettre hors d'état de nuire en lui ôtant le droit de se gouverner lui-même par ses propres lois, et en l'assujettissant pour toujours.

Mais l'usurpation et la violence ont le plus contribué à l'agrandissement des Empires. Quelque injuste que soit cette manière de s'accroître, le repos des nations exige que le temps couvre le vice de l'acquisition ; que la société, qui après avoir occupé par la force le Pays conquis, fait cesser l'oppression pour le gouverner par les Lois, devienne enfin propriétaire, et acquière ainsi un titre que la violence ne pouvait lui donner, mais que la prescription et le consentement présumé des peuples lui assure.

La découverte d'un autre monde a ouvert aux nations Européennes une nouvelle manière de s'agrandir. Les unes ont détruit pour acquérir, ont renversé des États puissants et policés, pour établir sur leurs ruines une domination directe. Ce font des conquêtes et dont le temps a légitimé la possession.

Les autres ont acquis d'une manière plus légitime. Elles ont trouvé des pays vacants, ou ce qui est la même chose, occupés par des peuples qui n'ayant aucune idée de culture et de propriété, n'ont mis aucun obstacle à leur établissement. Ces peuples indépendants au milieu des Européens ont continué de vivre à leur manière ; ils ont conservé toute la propriété qu'ils connaissaient, celle de leurs armes et de leur liberté.

Or, par rapport à un pays vacant, c'est l'occupation qui est le fondement de toute propriété naturelle, civile ou politique. Le Droit Civil, ou le Droit des Gens peut ensuite la modifier, il en indique les marques et les caractères ; il la conserve indépendamment de la possession actuelle : mais il ne peut seul la commencer. La découverte d'un pays faite par les membres d'une société n'acquiert donc rien à l'État tant qu'il ne s'en est pas emparé. Des Chartres, des concessions de Souverains peuvent bien donner à ceux qui les ont obtenues, le droit de s'établir dans un pays à l'exclusion des autres sujets ; mais elles ne peuvent empêcher une autre nation de prévenir par une occupation réelle, un établissement qui n'est qu'un projet, tant qu'il n'est pas réalisé. Un pays reste vacant jusqu'à ce

qu'il soit occupé, et ce n'est pas par la volonté seule qu'on s'en empare ; il faut une prise de possession réelle qui annonce publiquement cette volonté : il faut que cette prise de possession qui n'est encore qu'un signe extérieur de la volonté, soit suivie constamment de ces actes auxquels on reconnaît la propriété politique : tels que sont l'envoi d'une Colonie, la fondation des Villes, la construction des Forts, le défrichement des Terres, l'établissement du commerce, l'exercice de l'autorité publique. Sans cela toutes les prétentions de découvertes, toutes les concessions des Souverains, ne peuvent exclure les autres nations ; et sont des titres aussi chimériques que cette fameuse ligne de démarcation que traça d'un pôle à l'autre le Pape Alexandre VI, pour partager d'un trait de plume les découvertes des Espagnols et des Portugais.

Tels sont en peu de mots les principes de la propriété politique. Tels sont les titres qui bornent le territoire des nations, et qui partagent la terre entre elles. La mer immense qui les environne n'est pas de sa nature susceptible de propriété ni d'occupation. Si chaque peuple est autorisé à défendre ses côtes, c'est seulement par l'intérêt de sa sûreté et de ses besoins ; mais en général la pêche et la navigation sont des biens qui doivent rester en commun comme l'air que nous respirons, comme la lumière du soleil, qui dans sa révolution journalière embrasse tout l'univers.

Outre les droits de propriété qui appartiennent à chaque société civile, elle a encore un honneur à maintenir, une espèce de vie à conserver. Son honneur est compromis lorsque le rang qu'elle occupe, les prérogatives dont elle jouit par un usage ancien et un accord général, lui font contestés : lorsque ses sujets sont attaqués, troublés dans leurs droits, dans la liberté de leur commerce ; lorsqu'elle-même est outragée dans la personne de ses Ambassadeurs. Sa vie ainsi que celle du corps, consiste dans l'exercice libre de ses fondions. Dès que l'autorité qui l'anime rencontre des obstacles qu'elle ne peut surmonter ; dès qu'une force étrangère la trouble et l'arrête dans ses opérations, ou empêche l'exécution de ses ordres ; le principe de sa vie est attaqué, et son existence court un danger d'autant plus grand, que les obstacles sont plus considérables.

Tous ces droits qui constituent l'État politique d'une nation, renferment nécessairement celui de se conserver elle-même ; et ce dernier est comme le rempart de tous les autres. Toutes les sociétés sont indépendantes de leur nature. Elles ne connaissent point de supérieur qui prononce sur leurs contestations, et les contienne respectivement dans les bornes, que leur prescrit le Droit des Gens. Or, où cessent les Lois et l'autorité : là commence le Droit du plus fort, Droit barbare et aveugle ; mais le seul qui puisse avoir lieu entre des hommes parfaitement égaux et indépendants.

Telle est l'origine du Droit de la guerre. Droit incontestable qui réside nécessairement dans chaque société, par la nature même de sa constitution : Droit terrible, mais nécessaire, dont l'origine et la fin déterminent les bornes et l'usage.

Dieu est le Souverain Maître de la vie des hommes, nul ne doit y attenter sans son ordre. Mais comme il ne règne pas sur eux d'une manière sensible, il approuve qu'ils se réunissent en différentes sociétés, et que chacune érige au milieu d'elle une autorité qui la dirige, qui la fasse mouvoir et qui la protège ; il daigne confirmer cette autorité, et lui communiquer le droit qu'il a sur la vie des hommes. Toujours propriétaire de ce pouvoir inaliénable, il n'en accorde que l'usage. Cet usage soit au dedans soit au dehors de la société ne peut donc être arbitraire et abandonné au caprice de ceux qui gouvernent : il ne fut jamais concédé pour être l'instrument de la passion et de la vengeance ; mais seulement pour le maintien de la société. Dieu sans doute ne prétendit jamais autoriser une violence injuste, lorsqu'il s'appela lui-même le Dieu des armées. La force n'est donc légitime que lorsqu'elle vient au secours de la justice : il ne suffit pas même que le motif en soit juste : le sang des hommes est trop précieux pour être prodigué sans une nécessité indispensable. La guerre en elle-même est un malheur que l'on ne peut trop redouter ; elle doit être la dernière ressource pour parvenir à la paix. C'est une fâcheuse extrémité que d'être contraint de recourir à la force, pour obtenir de son semblable ce que l'équité lui prescrit ; et il est injuste de vouloir enlever par violence ce qu'on peut devoir à la modération. Tous les ménagements, toutes les voies pacifiques de négociation, doivent donc être épuisées avant que d'en venir à une rupture, dont les suites sont si funestes et les événements si incertains.

Mais dès que la guerre devient indispensable, dès que la force est le seul remède contre l'oppression ; alors la religion, toute portée qu'elle est à la douceur, arme elle-même le bras du Souverain, non pour une vengeance que suggère la colère et la passion, mais pour la protection de ses sujets, dont la liberté, l'honneur, la vie, les biens lui sont confiés. Alors la guerre est dans l'ordre et devient un devoir ; l'inaction serait un crime aux yeux de Dieu, et une lâcheté honteuse devant les hommes. Alors les soldats qui combattent pour l'État deviennent les ministres de la justice et les armes tiennent lieu des Lois que l'ennemi a méprisées.

C'est ainsi que Jephté, attaqué par les Ammonites, se mit en état de défense, après avoir invoqué le Dieu des armées. *Que l'Éternel*, dit-il, *juge aujourd'hui entre les Enfants d'Israël et les Enfants d'Ammon.* Jud.. II. V.27. Au défaut de Juge sur la terre, il s'adresse au Souverain Maître des hommes : il le prend à témoin de la justice de sa cause et de la nécessité où il se trouve de la défendre par le seul moyen qui lui soit ouvert.

Mais de quel front peut invoquer le juste Juge, celui que le désir d'une gloire également fausse et cruelle, que l'ambition, la jalousie portent à troubler le repos des peuples. Ses sujets le suivront, parce qu'ils doivent lui obéir ; mais ils ne participent pas à l'injustice et ne sont pas coupables des maux dont ils sont forcés d'être les instruments. Lui seul en est responsable : toutes les suites funestes de la guerre, tous les malheurs qu'elle entraîne, les désordres, les ravages, les incendies lui seront imputés : le sang de ses Sujets, et celui de ses ennemis lui sera redemandé. Il demeurera chargé d'un déluge de crimes, et de la malédiction d'un million de malheureux, dont les larmes et les dépouilles sont la matière de son triomphe.

Dieu, dont les jugements sont impénétrables, et qui distribue la victoire suivant les desseins de sa sagesse infinie, peut lui accorder des succès ; mais ils ne justifient pas ses démarches, ils ne fervent qu'à l'aveugler de plus en plus. Il dit dans son cœur comme l'Assirien enflé de la rapidité de ses progrès : *C'est par la force de mon bras, que j'ai fait de si grandes choses, et c'est ma propre sagesse qui m'a éclairé. J'ai enlevé les anciennes bornes des peuples, j'ai pillé leurs trésors, j'ai arraché les Rois de leurs Trônes.* If. 10. v. 13 Il s'attribue ainsi la gloire de ses

succès ; il ne pense qu'à assouvir sa vengeance et à se faire un nom immortel, mais il n'est que l'exécuteur des ordres de la Justice divine qui veut châtier son peuple, et il exerce le ministère le plus bas et le plus affreux. *Malheur à l'Assirien*, dit le Seigneur, *qui est la verge et le bâton de ma fureur, et dont la main est l'instrument de ma colère*. If. 10. v. 5.

Mais la guerre même la plus juste a des règles que les peuples policés se font un devoir de suivre, et sans lesquelles elle ne serait qu'un brigandage. Il est des ruses légitimes, il en est que l'honneur et la bonne foi proscrivent ; il est des malheurs inévitables, il en est que la modération et l'équité doivent empêcher. La guerre est un acte de justice, il n'est permis de faire à un ennemi que le mal qui peut servir à le vaincre ou à l'affaiblir : et dès lors avec quelle modération ne doit-on pas traiter des peuples malheureux, et qui ne sont point coupables de l'injustice, dont on poursuit la réparation. Le Droit des Gens plus puissant que toutes les Lois qui se taisent au bruit des armes, subsiste au milieu même de la guerre ; il détermine la conduite que l'on y doit tenir avec un ennemi ; la manière dont on doit traiter les prisonniers, celle dont il faut observer les conventions. C'est lui qui modère la vengeance du vainqueur et qui conserve encore quelques traces précieuses d'humanité dans cet état redoutable.

Enfin la disposition persévérante dans laquelle doit être un Souverain forcé de faire la guerre, c'est d'envisager toujours la paix comme le but de ses démarches ; de ne la jamais perdre de vue au sein même de la victoire, et d'être toujours prêt à s'arrêter au milieu de ses avantages, et à relâcher même de la rigueur de ses droits en faveur *d'un si grand bien*.

TROISIÈME PARTIE.

La fidélité à exécuter les conventions est le plus ferme appui de la société humaine. Les hommes ne se font rapprochés que pour trouver leur avantage réciproque dans la communication qu'ils font entre eux de leurs biens et de leurs services. Que deviendra ce commerce mutuel si la confiance ne l'anime, si la bonne foi ne préside aux engagements. La justice sans doute impose également à tous les hommes l'obligation d'être vrais, sincères et observateurs exacts de leur parole. Mais l'importance des traités que les peuples font entre eux pour régler leurs possessions, terminer les guerres, assurer la tranquillité publique, ajoute encore à cette obligation naturelle et la rend plus étroite et plus sacrée.

Dès que ces promesses solennelles deviendront un jeu, la terre ne sera plus qu'un vaste théâtre de discorde ; les guerres seront éternelles ; toute société sera détruite ; et les hommes ennemis irréconciliables ne se rapprocheront plus que les armes à la main.

Les circonstances qui ont donné lieu aux traités peuvent changer ; l'intérêt apparent peut en conseiller l'infraction ; mais la justice est invariable et elle oblige les Rois comme les moindres de leurs Sujets. N'aura-t-elle donc plus lieu que dans les Tribunaux entre les simples citoyens, et pour les contestations les plus légères ; et changera-t-elle lorsqu'il sera question de plus grands intérêts ? Sera-t-elle toute puissante pour assurer le repos des familles ; et sera-t-elle sans force quand il s'agira du sort d'une Province, et de l'exécution de ses grandes transactions qui établissent la tranquillité du genre humain ?

Mais il n'y a plus dans l'Univers ni sureté ni repos, s'il est d'autres Lois pour juger les peuples, que pour régler la conduite de ceux qui les gouvernent. Si les Souverains font marcher l'intérêt avant la bonne foi ; s'ils ne consultent que leur puissance pour décider de leur fidélité à des Lois qu'ils ont eux-mêmes souscrit : s'ils n'ont pas gravées dans le cœur ces paroles mémorables d'un de nos Rois : « si la bonne foi et la probité étaient bannies du reste de la terre ; elles devraient trouver un asile dans le cœur et la bouche des Rois. »

La religion du serment reconnue par toutes les nations, comme le gage le plus ferme des promesses, concourt aussi à affurer l'exécution des

traités. Quelle doit être la force d'un engagement contracté sous les yeux de Dieu, dans lequel il intervient d'une manière si immédiate, et dont l'acte demeure comme en dépôt dans ses mains. Le serment est une dernière ressource pour s'assurer du cœur des hommes et de leurs intentions secrètes ; pour retrancher tous les détours de la mauvaise foi ; pour soumettre les Rois au Juge suprême ; pour tenir dans le devoir toute force, toute puissance, et toute majesté humaine, en la faisant comparaître devant celle de Dieu, à l'égard de qui elle n'est rien.

Les peuples mêmes qui ne connaissaient pas le vrai Dieu, ont cimenté leurs traités par la religion du serment : ils ont juré par leurs fausses divinités, et ont regardé cet astre comme le gage de la fidélité, et la sûreté la plus grande qui puisse être entre les hommes. Leurs serments sans doute étaient des crimes, et les idoles ne sont qu'une abomination : mais la bonne foi qu'ils cherchaient à assurer, est en elle-même inviolable et sainte ; et Dieu, quelque jaloux qu'il soit de la gloire de son nom, n'a pas laissé de s'en déclarer le garant, comme protecteur de la société et vengeur de la foi violée.

Que restera-t-il donc de sacré parmi les hommes, si les traités ne le sont pas ; si le sceau du serment, au lieu de procurer la fiabilité des conventions, ne sert qu'à tromper plus sûrement ; si ce que la religion a de plus formidable, ne passe que pour une cérémonie sans conséquence ?

Que la politique, cette science qui paraît si compliquée, et qui le devient en effet par toutes les vues d'intérêt, d'ambition, de jalousie, qui la rendent si arbitraire et si variable ; serait au contraire simple et aisée, si elle marchait fidèlement à la lumière de ces grands principes ! Au lieu de n'être qu'un dédale obscur et impénétrable, elle présenterait un chemin facile dont la vérité et la justice aplaniraient tous les sentiers. Au lieu de semer la défiance, de porter l'alarme chez les autres, elle n'inspirerait que la confiance, et ne serait plus que la science d'entretenir la paix.

Mais qu'au contraire elle est souvent fausse et mal entendue ! Elle se perd dans des voies détournées ; elle se fatigue elle-même et devient le fléau des autres : elle cherche son intérêt présent ; elle croit le voir et le

suivre, et elle s'égare dans cette recherche ; parce que le véritable intérêt ne peut être ou n'est pas la justice.

Heureux le Souverain, qui persuadé que c'est par la justice que les Rois règnent, fait consister sa gloire à procurer à ses peuples les douceurs d'un heureux gouvernement ; et aime mieux augmenter le nombre de ses sujets par l'abondance et la prospérité, que d'en détruire une partie et épuiser l'autre, pour ajouter à son empire une ville ou une province. Content des États que la Providence lui a donnés à gouverner, il met toute sa politique à persuader ses voisins de son désintéressement. Cette science n'est à ses yeux qu'une prudence raisonnable qui le rend attentif à pourvoir à la sûreté de ses peuples, en respectant les Lois de la Justice. Pour prévoir ses opérations ; pour juger de ses démarches dans les circonstances les plus difficiles, il suffit de connaître ce qu'il doit faire et de voir ce que les traités lui prescrivent.

Il aime la paix parce qu'elle est l'état naturel de la société ; il fuit la guerre, parce qu'elle n'est juste que quand elle est indispensable.

Il se forme des alliés fidèles, parce qu'il l'est lui-même ; il aime mieux intéresser les autres à son bonheur, que de leur inspirer de la crainte : il aime mieux gagner la confiance des Étrangers et l'attachement de ses peuples, que d'étonner par des projets imprévus.

Il voit la guerre s'allumer au tour de lui, il n'y prend part qu'autant qu'il y est forcé pour remplir ses engagements, et secourir des alliés injustement attaqués. Il voit ses voisins s'entredétruire mutuellement, et lui présenter par leur affaiblissement une occasion favorable de s'agrandir ; mais sensible aux malheurs de l'humanité, il se croit chargé du soin, de la tranquillité générale, et ne s'applique qu'à concilier les esprits et à ramener le calme.

Est-il contraint de faire lui même la guerre ? Tout l'Univers est convaincu de la justice de ses armes, avant même qu'il prenne soin de l'en instruire. Les violences de ses ennemis, les démarches pacifiques qu'il y a opposées, sont sa justification, et rendent ses adversaires responsables de tous les malheurs qui vont suivre. Les autres Puissances même sont étonnées de sa modération ; ses peuples semblent accuser sa lenteur et provoquer sa vengeance.

S'il est sensible à la gloire, quelle plus solide gloire que celle de rendre les hommes heureux ; d'être le protecteur de la paix et l'ami du genre humain. Ses voisins loin d'être jaloux de sa grandeur, voient sa prospérité sans envie, parce qu'ils n'en ont rien à craindre. Survient-il quelques-uns de ces démêlés capables de mettre les nations aux prises, les Rois divisés se font un plaisir de déposer dans son sein leurs plaintes respectives. Sûrs de trouver en lui un juge aussi éclairé qu'équitable, ils viennent mettre aux pieds de son trône leurs intérêts, leurs prétentions, et leurs querelles ; et lui accordent une supériorité d'autant plus véritable et plus flatteuse, qu'elle est l'effet de la confiance et de l'estime.

Fin du premier Discours.

DISCOURS SUR L'ETAT POLITIQUE DE L'EUROPE

Tous les peuples de la terre unis par les liens de l'humanité, forment entre eux une véritable société, gouvernée par le droit des gens pris dans sa source et dans la généralité de ses principes. Mais les hommes accoutumés à ne considérer les autres que par les rapports prochains qu'ils ont avec eux, ne portent guère leur vue au-delà de ce qui peut les intéresser immédiatement et d'une manière sensible. Tout le reste est presque pour eux comme s'il n'était pas. D'ailleurs l'étendue immense de la société générale, doit nécessairement en affaiblir les liens, et la justice elle-même admet un ordre dans les devoirs qu'elle prescrit : elle sait mesurer l'étendue des obligations sur les degrés de liaison plus ou moins intimes.

Nous venons d'établir les fondements de la société générale du genre humain ; il est à propos de sortir de ce vaste champ pour nous renfermer dans des bornes plus étroites, et considérer les rapports particuliers qui unifient entre eux les différents peuples de l'Europe. L'effet de ces rapports doit être de rendre la société plus intime, de multiplier les relations et les devoirs, d'établir une correspondance plus sensible, et de donner lieu à une application plus fréquente et plus étendue des principes du droit des gens.

Nous reconnâtrons que les motifs les plus forts, et les circonstances les plus favorables, semblent se réunir pour former entre toutes les puissances de l'Europe une union inaltérable ; que la justice d'un côté, de l'autre l'intérêt le plus sensible, invitent les souverains à la paix. Nous verrons que le système présent de l'Europe s'oppose invinciblement à la réussite des grands projets de conquête ; que la guerre est contraire à la constitution de tous les gouvernements actuels, et

que quelque heureuse qu'elle puisse être, elle ne dédommage jamais de l'épuisement où elle réduit, et des malheurs qu'elle entraîne.

Que ne pouvons-nous terminer par ces considérations le tableau de l'état actuel de l'Europe. Mais il ne serait qu'ébauché, si nous nous contentions de rechercher dans la première partie tous les rapports qui unifient ensemble les peuples de l'Europe, et les raisons qui devraient établir entre eux une paix éternelle, sans montrer dans la seconde les causes, qui sans détruire ces rapports, les rendent inutiles, et changent malheureusement en semences de guerre tant de motifs d'union.

En un mot, nous verrons d'abord quel devrait être l'état confiant de l'Europe ; en second lieu, quel il est en effet.

PREMIÈRE PARTIE.

Dans les autres parties de l'univers, les différents peuples trop éloignés pour se correspondre ; trop barbares la plupart, pour avoir une police et des mœurs ; trop différents dans leurs lois et leurs usages pour se rapprocher ; ayant chacun une religion qu'ils se sont faite à eux-mêmes, n'ont entre eux aucun point de réunion. Concentrés dans leur territoire, quelques-uns en interdisent avec soin l'entrée aux étrangers ; d'autres ne connaissent leurs plus proches voisins, que pour les repousser ou les attaquer ; ils ignoreraient que la terre nourrit d'autres peuples, si les relations de commerce qu'ils ont avec les Européens, ne le leur avaient appris.

Il n'en est pas ainsi de l'Europe : les nations qui l'habitent forment véritablement entre elles une société, non seulement fondée sur les lois primitives de l'humanité, mais établies sur

des raisons particulières, et cimentée par des rapports sensibles et continuels.

La première cause de cette union est sans doute la religion. Elle sait subjuguier les esprits par la conviction de ce qu'elle enseigne ; elle sait assujettir la conscience, et prendre le cœur par l'endroit le plus sensible. La religion, en s'attachant les hommes d'une manière si intime, les attache aussi entre eux ; et si elle est le motif le plus fort qui puisse les faire agir, elle est aussi le plus puissant lien social qui puisse les unir ensemble. La différence du culte les rend plus étrangers les uns aux autres, que la distance la plus éloignée. C'est la religion qui, dans la décadence de l'empire romain, l'a longtemps soutenu sur le penchant de sa ruine ; c'est elle qui, quoiqu'il fut déchiré de tous côtés et démembré par des essaims de barbares, lui a conservé une ombre de majesté. Ces barbares devenus chrétiens ont eu quelque respect pour l'empire, dont ils embrassaient la religion, et il n'a pu être détruit en Orient que par un peuple, qui bien loin de recevoir la lumière de la foi, ne laisse aux vaincus que le choix ou de la servitude la plus dure, ou de la soumission au culte insensé qu'il professe. La différence de religion a élevé entre nous et les musulmans un mur de séparation, et nous rend encore étrangère aujourd'hui la partie de l'Europe qu'ils occupent.

Les différentes sectes qui partagent l'Europe, et le schisme fatal qui en est la suite, ont sans doute relâché les nœuds que formait la religion parmi les peuples chrétiens ; mais ils ne les ont pas rompus, parce qu'ils ont laissé subsister parmi eux l'uniformité de créance sur beaucoup d'articles. Le nom chrétien sera toujours pour ceux qui se glorifient de le porter, un nom commun qui les rapproche ; et la croix, ce gage précieux de la réconciliation du ciel avec la terre, est comme un signe d'union élevé au milieu d'eux.

Si la religion est le premier anneau de cette chaîne politique, qui lie ensemble les nations de l'Europe, le commerce est le second. Son effet est d'autant plus certain, qu'il est fondé sur l'intérêt mutuel ; il est d'autant plus sensible, que toutes les idées politiques, et toutes les vues semblent s'être tournées vers lui. Il tient toutes les nations dans une correspondance continuelle ; il les rend respectivement débitrices et créancières : il lie ensemble, et confond les affaires, les biens, les intérêts. Au milieu de tous les peuples, il se forme un empire particulier, qu'il gouverne par des lois simples et invariables. Il déplace ses sujets et les porte partout où il leur montre des richesses. Non seulement il les conduit les uns chez les autres ; il les disperse dans les quatre parties du monde. Les peuples de l'Europe, transportés aux extrémités de la terre, se retrouvent au milieu des mers, et dans les contrées les plus éloignées. Heureux si le commerce, qui par lui-même est si propre à entretenir l'union, ne devient jamais un objet de jalousie et de discorde !

Les sciences et les arts établissent aussi entre ceux qui les cultivent, une société formée par la communication des études et des connaissances. Cette espèce de république indépendante, subsiste au milieu des autres sociétés, sans être bornée par les frontières qui partagent les nations, sans être interrompue par les haines, les préjugés et les intérêts qui les divisent. Elle s'étend partout où l'empire des sciences a pu pénétrer ; et si elle a ses guerres internes, elles ne tournent d'ordinaire qu'à son avantage, en aiguisant les esprits par la dispute, et en excitant une émulation qui ne peut que répandre la lumière. Cette société intellectuelle forme encore un de ces nœuds qui lie entre elles les nations policées de l'Europe ; et la révolution qu'a produite dans cette république l'invention de l'imprimerie, en étendant son empire, n'a pu qu'être avantageuse à la société générale.

Les mariages des souverains entre eux, ont ajouté à tous ces motifs qui les unissent, les liens du sang, et n'ont fait de tous les princes qu'une même famille.

Les ambassadeurs qu'ils entretiennent les uns chez les autres, sont un signe et une marque de cette union.

Enfin les alliances et les traités ont resserré ces liens, et ont établi entre tous les princes une garantie respective, et un droit public que chaque souverain est chargé solidairement de maintenir.

Tous ces rapports multipliés, cette correspondance nécessaire, ces relations continuelles de tous les peuples de l'Europe, devraient sans doute être pour eux autant de gages d'une paix éternelle. À tant de raisons puissantes, se joint encore le peu de fruit des grandes entreprises militaires, qui dans l'état actuel ne sont plus que des tentatives, aussi inutiles que ruineuses.

En effet, le système de l'Europe a pris depuis un siècle une consistance qui semble devoir en maintenir la durée, et conserver à peu près chaque puissance dans l'état où elle se trouve. Il sert également de rempart aux faibles, et de barrière à ceux à qui leur force pourrait inspirer le désir de s'accroître. Le goût barbare des conquêtes doit être passé. L'impossibilité d'obtenir des avantages considérables, le danger de perdre plus que l'on ne peut espérer, les hasards et les malheurs inséparables de la guerre, l'épuisement où elle réduit bientôt la nation la plus puissante : tout conspire à en dégoûter pour toujours les souverains. Eh n'est-il donc pas temps que les principes de la véritable gloire et de la saine politique passent enfin du cabinet des philosophes dans le conseil des rois.

Nos ennemis ont longtemps accusé un grand prince d'aspirer à la monarchie universelle ; ils se sont servi de cette chimère pour colorer leur jalousie, pour armer une partie de l'Europe

contre lui. Les efforts qu'ils lui ont opposés, et leurs succès, apprennent à tous les souverains, que l'Europe n'aura jamais rien à craindre d'un pareil projet, qu'aucun prince n'est assez puissant pour opprimer toutes les autres nations ; que s'il en était un capable de le tenter, il trouverait une résistance supérieure à ses efforts, et ne ferait que précipiter sa ruine.

Tant que le système actuel, qu'il est peut-être impossible d'ébranler, subsistera, il n'arrivera pas de ces grandes révolutions qui changent la face de la terre et la destinée des empires. Le temps de ces événements est passé : que l'on considère les circonstances qui en ont autrefois facilité le succès, et l'on verra que tout s'y oppose aujourd'hui.

Les conquérants qui ont causé de ces révolutions aussi subites qu'imprévues, se sont présentés comme des torrents, à des peuples faibles et sans discipline ; ils n'ont eu qu'à se montrer pour soumettre.

Aujourd'hui la communication d'un bout de l'Europe à l'autre est si prompte, toutes les démarches d'un souverain sont tellement observées par les autres, que le moindre mouvement les trouble, les agite, répand l'alarme parmi eux, et les avertit de se mettre en défense ; d'ailleurs toutes les nations ont à peu près la même discipline, la même manière de faire la guerre. L'art militaire est devenu une science fondée sur des principes connus et pratiqués par toute l'Europe. Les frontières sont défendues par la nature ou par des places fortes, dont les sièges longs et difficiles arrêtent à chaque pas, et donnent à la puissance attaquée le temps de rassembler ses forces.

Ce n'est pas un effort subit et momentané qui a conduit les Romains à la conquête de l'univers. Leur grandeur est l'effet d'un système suivi constamment pendant plusieurs siècles. Ils ont dès le commencement regardé l'empire de l'univers comme

attaché au destin de Rome, et ont dirigé vers ce but leurs guerres, leurs traités et toutes leurs démarches.

Or, il n'y a qu'une république, qui puisse ainsi marcher sur une même ligne, ne se départir jamais des mêmes maximes, se proposer un objet, et y tendre sans le perdre de vue.

Dans les monarchies au contraire, tout dépend du prince qui gouverne ; il ne peut y avoir la même unité de dessein et de principes. Chaque souverain embrasse un système différent, parce que chacun a ses vues, son caractère et ses passions. Rarement un prince suit la route que son prédécesseur lui a tracée, et cette variété de plan et de conduite est une des causes les plus efficaces de celles qui préserveront l'Europe d'une révolution considérable.

Le gouvernement de Rome était purement militaire. La guerre était l'unique objet vers lequel étaient dirigées les récompenses, les châtimens, toutes les institutions. Les vertus guerrières étaient le chemin des distinctions, des honneurs et des dignités. Tous les citoyens naissaient soldats, et recevaient de bonne heure une éducation conforme à cette destination. La ville au milieu de la paix offrait une image de la guerre. Les délassements, les exercices étaient des jeux militaires. Le champ de Mars était une école publique où les jeunes gens faisaient leur apprentissage, et se formaient des corps robustes, où tous les citoyens s'entretenaient dans l'exercice, et l'habitude de supporter les fatigues et les travaux. Le Romain regardait ses armes comme faisant partie de lui-même, et la guerre comme son état, et il savait allier cette profession avec l'agriculture, le barreau et les autres occupations de la paix.

Sont-ce là nos mœurs et nos usages ? Serait-il à souhaiter pour le repos des peuples, qu'ils eussent pris cette direction ? Il n'y a parmi nous qu'une très petite partie de chaque nation destinée à défendre l'autre. L'agriculture, les arts, le commerce, tous

emplois sédentaires et amis du repos, occupent le reste des citoyens, et la manière de faire la guerre aujourd'hui a rendu toute autre profession incompatible avec le service militaire. La guerre devient pour nous le fléau le plus terrible. Sans enrichir le soldat, elle ruine le citoyen, elle détourne et tarit presque tous les canaux dont il tire sa subsistance ; elle interrompt la circulation, dérange toute l'économie intérieure, et achève d'accabler les peuples par les subsides considérables qu'elle exige. Nos armées composées de gens pris au hasard, souvent arrachés malgré eux à des occupations toutes différentes, sont-elles comparables à des armées de citoyens romains ? Le même courage peut encore s'y retrouver dans un jour de bataille ; mais la force est-elle la même ? Le récit des travaux, que supportait le soldat romain, nous semble incroyable : ses armes seules nous paraîtraient un fardeau énorme, et ce n'était qu'une partie de celui qu'il avait coutume de porter. Nos soldats savent affronter les dangers et la mort ; mais peuvent-ils soutenir la faim, la soif, les fatigues excessives, les marches forcées ? L'intempérie de l'air, la rigueur des saisons suffisent pour fondre et réduire à rien les armées les plus nombreuses. Il faut les renouveler à chaque campagne : les maladies leur sont mille fois plus funestes que le fer des ennemis. Ce n'est point avec des bras aussi faibles, que les Romains ont soumis l'univers. La guerre est donc un état contraire à la constitution de tous les gouvernements actuels ; elle devient encore ruineuse par l'appareil immense avec lequel elle se fait aujourd'hui ; par le train prodigieux que les armées conduisent à leur suite. Tandis que d'une part elle enlève toutes les ressources, elle entraîne de l'autre des dépenses énormes, et met bientôt les souverains, épuisés par les premiers efforts, dans l'impuissance de poursuivre leurs entreprises.

Rien n'a plus contribué à l'agrandissement des Romains, que cette politique sourde dont ils ont trouvé le moyen de cacher le

jeu à tout l'univers. C'est par elle qu'ils ont avancé insensiblement vers leur but ; qu'ils ont dérobé la marche et l'étendue de leurs desseins aux nations voisines, que des projets d'ambition trop marqués auraient forcés de se réunir efficacement contre eux ; c'est par elle qu'ils ont fait en sorte de n'avoir ordinairement à la fois qu'une guerre à soutenir, et qu'ils ont subjugué successivement les peuples d'Italie, qui ensuite comme alliés leur ont aidé à pousser plus loin leurs conquêtes. Si ces peuples ont été effrayés de leurs progrès, ils ont été en quelque sorte rassurés par ce désintéressement, que les Romains semblaient mettre dans leurs démarches ; par cette modération apparente avec laquelle ils ont ménagé la vanité des vaincus, et s'en sont faits des amis et des alliés fidèles, au lieu de leur faire sentir une supériorité trop révoltante, et d'imposer sur eux une domination directe.

Carthage a été exceptée de ce plan de modération ; mais Carthage était la rivale de Rome, et aspirait aussi à la gloire des conquêtes ; il fallait nécessairement que l'une ou l'autre fut détruite ; il ne pouvait y avoir entre elles ni paix ni alliance : les autres peuples ont regardé tranquillement la querelle de ces deux grandes puissances, et n'ont pas senti que leur liberté pourrait devenir la proie du vainqueur.

La chute de Carthage a été l'époque de la grandeur des Romains, leurs entreprises n'ont plus été qu'une suite de prospérités, à laquelle les plus puissants rois ont voulu en vain s'opposer. Les obstacles n'ont servi qu'à développer les forces des Romains et à répandre la terreur de leurs armes. Ils sont enfin parvenus à un degré de puissance, qui les a mis en état de montrer impunément leur ambition à découvert, et de faire sentir à l'univers toute la pesanteur du joug qu'ils lui avaient imposé.

Or aujourd'hui, une pareille politique serait aussi infructueuse que déplacée. La vigilance des souverains, leur attention à s'observer mutuellement, la combinaison des alliances qui communique aux plus faibles les forces de l'Europe entière, s'opposeront toujours à la réussite des grands projets de conquête. Les droits respectifs fixés par les traités ont pour garants les puissances qui y ont accédé. Celle, qui au mépris de ses engagements, rompt la paix et renouvelle des prétentions, est comptable aux autres de ses démarches : si elles tendent à l'oppression, les ressorts de sa politique ne les feront point approuver, le jeu des intrigues et des négociations, les manifestes les plus spécieux ne feront point prendre le change et n'empêcheront pas les autres puissances de se hâter d'éteindre un embrasement qui peut devenir général.

Tout paraît donc se réunir pour ne faire de l'Europe entière qu'une même république, et entretenir dans ce vaste corps une paix inaltérable. Les liens les plus sacrés et les plus forts semblent se multiplier pour former de concert cette grande union, la resserrer, la cimenter de toute part et lui communiquer une force inébranlable. La conformité de religion, de mœurs, de gouvernement (tous les gouvernements sont également modérés et éloignés de la tyrannie et du despotisme oriental) ; les traités, les alliances, la justice, cette souveraine immédiate de ceux qui n'ont point de supérieur sur la terre ; et si tout cela n'est compté pour rien, l'intérêt dont la voix est ordinairement si puissante ; tous ces grands motifs invitent les souverains à la paix, et les portent à envisager la tranquillité générale, comme le but auquel ils doivent tendre.

Enfin les obstacles invincibles, qu'apporterait à leurs vues ambitieuses l'état actuel de l'Europe, sont de nouvelles raisons, qui doivent les engager à mettre aujourd'hui leur politique à multiplier des hommes plutôt qu'à les détruire, à cultiver plutôt qu'à ravager, à amasser des richesses plutôt qu'à les dissiper.

Est-il aux yeux de l'humanité un spectacle plus beau que celui de l'Europe paisible, jouissant dans le calme le plus profond, des avantages, que les hommes trouveront toujours, à se croire heureux du bonheur de leurs semblables ?

Tous les souverains qui en partagent le gouvernement, unis entre eux par les liens de la bienveillance et de l'amitié, tranquilles sur la foi des traités, ne s'occupent qu'à rendre leurs peuples heureux, et tournent toute leur activité, et leurs forces, à mettre en œuvre les avantages de la paix. Sans rien donner au hasard, sans étendre leur territoire, ils travaillent plus efficacement à augmenter leur puissance, et en trouvent l'accroissement le plus légitime et le plus assuré dans une sage police, dans une économie éclairée, dans le développement de toute espèce d'industrie, dans l'usage de toutes les ressources que fournissent la situation de leur empire, la nature du pays, le génie des habitants. Ils s'appliquent à vaincre la stérilité de la terre, en excitant le travail, en appelant le secours de l'art et de l'expérience, et à réformer par la voie persuasive de l'émulation et des récompenses, l'habitude et les préjugés qui auraient mis l'oisiveté en honneur.

Ainsi fleurit l'agriculture, qui jamais ingrate paya toujours avec usure les soins que l'on prit de la cultiver. Cet art primordial et nourricier est également le soutien des États, par les biens qu'il produit et par les hommes qu'il fait naître. Il est la source des richesses comme la pépinière des hommes. Il les multiplie par l'abondance qu'il procure, et augmente ses dons par le nombre des sujets qu'il occupe.

L'industrie met en œuvre une partie des productions, elle leur ajoute un nouveau prix, souvent plus considérable que celui de la matière même qu'elle emploie.

Le commerce distribue les biens. Par une heureuse compensation, il met un niveau également avantageux à tous,

entre la disette d'une contrée et la trop grande abondance d'une autre ; il apporte le nécessaire, décharge d'un superflu qui devient onéreux, et procure aux productions une valeur, qui fait seule la richesse.

Tous les souverains lui ouvrent à l'envi les entrées de leurs États ; ils s'empressent de l'attirer dans leurs ports, de lui faciliter tous les accès. Chacun met en commun ses avantages et entre en participation de ceux des autres ; il n'y a plus de frontières qui servent d'obstacles à la communication. La paix abat toutes les barrières : la confiance mutuelle fait toute la sûreté.

Le désir de voyager, l'intérêt des affaires mêle et confond tous les peuples. Les ports, les villes capitales deviennent autant le séjour des étrangers que des citoyens, et présentent comme un tableau et un abrégé de toutes les nations. Enfin l'Europe entière ne paraît qu'une vaste république, ou une aristocratie gouvernée par un petit nombre de chefs.

SECONDE PARTIE.

Pourquoi faut-il que le tableau de l'Europe paisible et heureuse, soit si souvent changé en un théâtre de discorde et de haine ? Pourquoi faut-il qu'une harmonie si belle, si avantageuse aux peuples, dont le bonheur sera toujours inséparable de la véritable gloire des souverains, soit si souvent rompue par des divisions intestines, et troublée par les guerres les plus fréquentes et les plus cruelles ?

Quoi donc, les sociétés particulières, qui devraient resserrer les nœuds de la société générale, qui devraient être le lien de la paix, ne se sont-elles formées qu'au préjudice de cette grande

société ? Les hommes n'ont-ils pu se réunir avec une partie de leurs semblables, sans devenir ennemis de tous les autres ? N'ont-ils pu assurer leur repos d'un côté, sans le perdre de l'autre ? N'ont-ils fait cesser leurs querelles particulières, que pour donner lieu aux guerres nationales mille fois plus terribles ? N'ont-ils réprimé la discorde au dedans par la crainte des lois, que pour la laisser au dehors se déchaîner avec plus de violence ? L'état naturel de l'homme est-il donc un état de guerre ? Hélas, on ne serait que trop porté à le croire, si on en jugeait par l'histoire de tous les siècles.

Et c'est à nous que le créateur a donné pour première loi l'amour mutuel. C'est à nous qu'il a dit : vous êtes tous enfants d'un même père ; je vous donne la terre, habitez-la en commun, partagez-en les fruits entre vous. C'est à nous qu'il a ordonné de vivre en société : et cette société qu'il nous a rendue nécessaire, à laquelle tous nos besoins nous forcent, tous nos penchants nous invitent, c'est ainsi que nous l'entretenez, c'est ainsi que nous remplissons notre destination.

Que des peuples plongés dans les ténèbres de l'ignorance, dépourvus de toute connaissance de leur auteur, courbés vers la terre comme les animaux, soient presque parvenus à éteindre dans leur âme ce céleste flambeau, que le créateur y alluma de son souffle ; qu'ils retrouvent à peine dans leur cœur les traces de ces lois qui y sont si fortement imprimées ; c'est une dégradation de l'humanité bien humiliante. Doit-on s'étonner que ces peuples ne suivent qu'une impétuosité aveugle ; qu'ils se livrent à tous les excès de la vengeance ; qu'ils s'arrachent leur proie avec fureur ; ils n'ont ensemble d'autres rapports que les liens communs de l'humanité, et ils en méconnaissent l'origine et les obligations.

Mais que nous qui nous vantons d'être supérieurs à tous les peuples, par les lumières, par la culture de l'esprit, par la

sagesse de nos lois, de notre police, de nos institutions : qui nous glorifions d'adorer le seul vrai Dieu, et de professer une religion qu'il nous a lui-même enseignée : qui à tant de motifs généraux d'union, joignons tant de raisons particulières, de rapport, de convention, d'intérêt : nous donnions les mêmes exemples de discorde et de haine, peut-être de plus affreux encore, c'est ce qui serait incroyable, si la profonde malice de l'homme, nos propres annales, et nos malheurs présents n'en offraient des preuves trop sensibles.

La raison ne sert donc qu'à nous égarer, comme ces feux errants dont le voyageur ébloui suit la trace avec trop de confiance. Les arts, les talents, toutes ces connaissances dont nous faisons tant de cas nous rendent plus vains, sans nous rendre meilleurs. Plus notre esprit est cultivé, plus nous devenons insociables : plus nous avons de lumières, plus notre conduite les dément : et cette religion sainte que nous professons, n'est qu'un juge de plus qui nous condamne. Hélas ! combien de fois cette religion si douce, si bienfaisante, n'a-t-elle pas été parmi nous une occasion de guerre ? En fut-il même jamais de plus cruelles, que celles dont elle a été le prétexte ?

Le commerce, cet agent si propre à entretenir la correspondance, à rapprocher les nations par l'intérêt, si utile à tous, si ami de la paix par lui-même, que le moindre trouble l'alarme, le désole, le met en fuite : ne devient-il pas lui-même un sujet de jalousie et de dissension ?

La politique, qui ne devrait être que l'art de conserver la paix, de prévenir les ruptures, de concilier les prétentions, n'est parmi nous que l'art pernicieux de tromper avec plus d'adresse, de susciter des querelles, de compliquer les intérêts, de bannir des négociations la franchise et la sincérité, qui établissent la confiance.

Les traités ne sont qu'un jeu ; on les jure sans avoir intention de les observer : ils ne servent qu'à assoupir les querelles sans les éteindre. Et combien de fois leur interprétation n'a-t-elle pas été la semence de nouvelles guerres ?

Si un prince fidèle aux lois de la justice et aux traités, en fait la règle constante de ses démarches, les autres aimeront mieux lui prêter des vues cachées d'intérêt, attribuer à des intentions secrètes une conduite pleine de droiture, que de rendre hommage à un désintéressement, dont leur politique est si éloignée.

Chacun ne s'attache qu'à son intérêt présent : la cupidité dont les vues sont courtes et bornées, dont les conseils sont faux et rampants, ne permet pas de l'apercevoir et de le chercher, où il sera toujours, dans la bonne foi, dans la fidélité à remplir ses engagements. Elle empêche de sentir qu'il en est de la société générale, comme de toutes les sociétés civiles, dans lesquelles le bien particulier ne doit jamais être séparé du bien général.

Cependant on n'a jamais tant parlé de justice et d'humanité ; on n'a jamais tant approfondi et cultivé la connaissance du droit naturel et du droit des gens ; et jamais on ne vit ces lois respectables si cruellement violées, si indignement outragées.

C'en ainsi que règne la discorde, où devrait régner une paix inviolable : c'est ainsi qu'elle puise de nouvelles forces, dans ce qui devrait servir à l'éteindre. C'en ainsi que les nations de l'Europe ne se rapprochent de plus près, que pour s'entrechoquer plus rudement ; qu'elles ne sont unies par tant de liens, que pour rendre leurs divisions plus cruelles, et donner aux guerres qu'elles se font continuellement, toute l'horreur et la ressemblance des guerres civiles.

Quelle est donc cette étrange situation, qui admet d'aussi grandes contrariétés ; qui présente l'image de la société la plus intime, et offre en même temps le tableau le plus effrayant de la

discorde ; qui paraîtrait devoir faire de l'Europe le séjour immuable et nécessaire de la paix, tandis qu'elle est le théâtre d'une guerre continuelle ; et qu'elle ne jouit de la tranquillité, que comme d'une trêve passagère accordée à l'épuisement, et rompue aussitôt par de nouveaux efforts ?

Mais quelque singulière que soit en elle-même cette situation, elle est l'effet nécessaire de l'indépendance dans laquelle se trouvent les souverains entre eux. Elle présente à la vérité l'idée d'une véritable société, fondée sur les rapports primitifs, encore plus étroitement resserrée par une infinité de conventions, d'intérêts, de circonstances ; et qui cependant ne sera jamais qu'une société imparfaite, dont les liens seront toujours prêts à se rompre, et se brideront d'autant plus cruellement, qu'ils étaient plus forts.

Il manque à cette république européenne ce qui seul peut constituer une société : des lois coactives qui ordonnent aux souverains d'être justes ; qui maintiennent la paix ; qui procurent l'exécution du droit des gens, trop faible rempart contre l'ambition. Un tribunal dont les jugements reconnus de toutes les puissances, prononcent irrévocablement sur leurs contestations, et proscrivent à jamais le droit de se faire justice à soi-même par une voie aussi funeste que la guerre.

L'essence de la souveraineté étant l'indépendance, un pareil établissement en Europe ne pourrait se former que par un concert de tous les souverains, qui enfin rebutés des malheurs de la guerre, fatigués par des efforts toujours vains et toujours renaissants, touchés de l'état misérable des peuples destinés à être le jouet de ces grands démêlés, se réuniraient pour établir une confédération générale, qui garantit à chacun ses possessions actuelles, et pour ériger en commun un tribunal toujours subsistant, qui fut armé d'une force capable de faire exécuter ses décisions.

Mais ce serait dépouiller les souverains de ce qui flatte davantage la plupart d'entre eux, que de prétendre leur enlever cet appareil formidable de leur puissance, pour les réduire à des vertus pacifiques. Ce serait mal connaître les hommes que de présumer même la possibilité d'un pareil établissement. Il serait sans doute l'objet de nos vœux, s'il pouvait être celui de notre espérance ; mais il ne doit être considéré que comme le fruit du zèle d'un homme¹ célèbre par son amour pour le bien public, dont un grand prince appelait les projets *les rêves d'un homme de bien*.

Cependant l'Allemagne nous présente une image de cette confédération générale, et un modèle d'une véritable république de souverains. Là des lois communes et un droit public gouvernent les peuples entre eux, avec la même autorité, qu'ailleurs les lois civiles exercent sur les simples citoyens. Là il existe une justice pour les souverains comme pour les sujets. Les prétentions, les plaintes, n'engendrent que des contestations ordinaires. La guerre, qui ne doit jamais être que la dernière ressource, est défendue, parce qu'il est un moyen plus sûr et plus raisonnable de vider les différends. Là, tous les membres indépendants comme souverains d'un État particulier sont, comme citoyens de l'empire, gouvernés par des lois communes, soumis à un même tribunal qui fait droit sur les demandes respectives, qui reçoit les plaintes, qui ordonne la réparation des torts.

Le chef de cette grande société n'en est que le premier magistrat. Soumis lui-même aux lois, dont il n'est que l'exécuteur, il tient d'elles sa puissance, n'en a que pour les maintenir, et se verrait les mains liées, dès qu'il tenterait de les enfreindre. La place qu'il occupe, déférée par le choix des

¹ L'abbé de Saint-Pierre.

membres, renferme plutôt une supériorité de dignité que de pouvoir.

La liberté germanique, préparée de longue main au milieu des troubles et de l'anarchie, a souffert les plus cruelles atteintes. Plus d'une fois elle fut sur le point d'être écrasée, et de céder pour toujours à l'ambition de la maison d'Autriche. La constitution de ce grand corps était cependant établie sur des lois constantes. Mais que peuvent les lois contre la force ? Que peut la justice contre la violence ? Il fallait, pour que le combat fut égal, que les lois fussent armées ; l'empire divisé par des partis, déchiré par des factions, ne pouvait trouver en lui-même les forces nécessaires pour faire respecter ses lois.

La France et la Suède embrassèrent la défense de l'Allemagne, et la délivrèrent de la crainte d'un *despotisme*, d'autant plus absolu, qu'il eût été élevé sur le débris des lois.

Les traités de Westphalie terminèrent la guerre de trente ans, fixèrent l'état de l'Allemagne, les droits et les prérogatives de son chef et de ses membres, mirent des bornes très étroites au pouvoir des empereurs, assurèrent la liberté publique, et établirent pour rempart de cette liberté la garantie de la France et de la Suède, qui par leurs efforts venaient de la raffermir.

Ces traités fameux, chefs-d'œuvre de la politique, fruits de la crise la plus violente et du génie des plus grands hommes du siècle dernier, sont la base du droit public de l'Europe, et le fondement de tous les traités qui ont été faits depuis. Ils n'ont pas seulement pour objet la conservation de l'empire, mais celle de toute l'Europe ; dans l'état où ils l'ont fixée, l'Allemagne, placée dans le centre, présente un corps robuste et inébranlable, qui, maintenu par son propre poids, sera toujours l'écueil des conquérants et le soutien de tout le système politique de l'Europe.

Qui ne croirait que l'empire si fort par sa constitution, redoutable d'ailleurs par son étendue, par le nombre et la valeur de ses peuples, fortifié par l'alliance de deux grandes puissances, ne dût jouir d'un repos inaltérable ? Mais que toute la sagesse des hommes est bornée, faible, impuissante ; que l'effet des mesures qu'ils peuvent prendre pour s'assurer quelque repos est incertain, et sujet à l'inconstance des événements.

L'Europe depuis un siècle n'a point essuyé de guerre qui n'ait agité l'Allemagne. Les États voisins ne peuvent s'ébranler sans qu'elle n'en ressente les secousses. Elle semblerait du moins pouvoir se promettre un repos assuré à l'ombre de ses lois et de son gouvernement, lorsqu'elle voit la paix régner autour d'elle, et sa liberté maintenue au-dedans par un chef dont les intentions pacifiques écartent tout sujet de défiance, mais sa constitution ne la met pas même à l'abri des guerres intestine. Dans le moment de la plus grande sécurité, l'orage le plus imprévu se formera dans son sein. Il s'élèvera au milieu d'elle une puissance, dont à peine au commencement de ce siècle on eut cherché à se faire un allié ; mais que des forces accrues dans le silence, que des ressources amassées de longue main avec la plus grande économie, mettront en état d'imposer silence aux lois, d'opprimer, avant qu'elles aient le temps de venir au secours, et de montrer à cette république de princes un maître impérieux dans un de leurs égaux.

Quel danger l'empire n'aura-t-il pas à craindre pour la liberté de son gouvernement, quelle ressource trouvera-t-il dans ses lois et ses tribunaux, si celui de ses membres, que ses forces rendent si redoutable, l'est encore plus par l'ambition qui l'anime ; si c'est un prince hardi, entreprenant, infatigable, ennemi du repos et de l'inaction, se suffisant à lui-même, réunissant l'esprit de détail avec le génie le plus vaste dans les projets, et le plus actif dans l'exécution ?

Malheur à la province sur laquelle il formera des prétentions, vers laquelle il dirigera ses pas. Tel que l'éclair rapide que le tonnerre suit de près, il n'annoncera ses desseins que par sa présence. Malheur à celle même contre laquelle il protestera n'avoir aucun dessein offensif : dès qu'elle se trouvera sur son passage, dès que par sa position elle pourra être utile à la réussite de ses projets, elle deviendra le théâtre de la guerre la plus vive et la plus opiniâtre.

Telle sera donc toujours la condition malheureuse des hommes, de ne pouvoir trouver de paix sur la terre, de ne pouvoir se souffrir ni se passer les uns des autres. Tel sera toujours le sort de cette grande société d'être continuellement troublée, agitée, bouleversée par ceux même que la providence destine à l'entretenir : et si toute la prévoyance humaine, si la politique la plus habile n'a pu mettre le corps germanique à l'abri de ces orages, les autres nations peuvent-elles espérer un état plus heureux ?

L'Europe, au milieu de la paix, porte en elle-même des semences éternelles de division. Le calme apparent dont elle jouit par intervalle, n'est jamais pour elle un état constant de tranquillité. La discorde fermente en secret dans son sein, et prépare un embrasement toujours prêt à se déclarer. Tels ces feux destructeurs, qui par le mélange funeste de diverses causes, s'allument dans les entrailles de la terre et la dévorent. Trop resserrés sous les voûtes qui les compriment, ils cherchent à les rompre, ils s'irritent de la résistance, et redoublent leurs efforts. La terre en est ébranlée jusque dans ses fondements ; elle ouvre des abîmes, et engloutit un peuple innombrable. Par une semblable fatalité, l'Europe nourrit un germe fécond de discorde, que la première occasion fait éclore, et qui devenant un mal contagieux, fait d'une querelle particulière une guerre générale.

Les intérêts sont tellement compliqués, les prétentions si opposées, que les traités ne pouvant embrasser tous les détails, démêler tous les différents, concilier toutes les prétentions, laissent toujours une certaine ambiguïté dont profitent les ennemis de la paix. D'ailleurs ils sont d'ordinaire le fruit de la contrainte et de l'épuisement, plutôt que de la bonne foi, et n'ont de solidité et de durée que le temps dont la partie qui se croit lésée, a besoin pour les enfreindre, et revenir contre les cessions qui lui ont été arrachées.

La tranquillité générale fait la force et la santé de ce vaste corps : les vues particulières d'agrandissement et d'ambition sont comme autant de maladies funestes qui l'altèrent et le fatiguent. Trop uni pour ne pas ressentir les accidents qui affligent quelques-uns de ses membres, il ne l'est pas assez pour les prévenir ou pour y remédier.

Toutes les puissances de l'Europe se touchent par une infinité de points. Mille rapports les attachent ensemble par des nœuds redoublés, et les lient au sort les unes des autres. Le moindre événement cause un ébranlement qui se communique de proche en proche. Chaque souverain attentif jette un regard autour de lui, et réfléchissant sur lui-même, cherche la place qu'il doit occuper sur la scène qui se prépare. Il consulte son intérêt, ses forces et les circonstances, pour savoir s'il s'engagera dans les troubles, ou s'il en demeurera spectateur. C'est une espèce de jeu de hasard qui s'ouvre. Chacun combine les risques et les avantages ; ceux qui s'y engagent espèrent y gagner ; presque tous y perdent, et les peuples, toujours comptés pour rien dans ces grands démêlés, ne manquent jamais d'en être les victimes.

Les grandes puissances toujours opposées se craignent, et s'observent en se menaçant. Autour d'elles les États moins considérables se rangent, et se partagent suivant la position où ils se trouvent. Attachés à leur sort, ils sont forcés d'en suivre

l'impulsion. Tantôt ils ne songent qu'à éviter leur ruine, et à n'être pas brisés par le choc redoutable des grands empires : tantôt ils cherchent à en profiter, à vendre leur alliance, et à tirer avantage de ce commerce de secours et de protection.

Ce chaos d'intérêt, cette opposition de motifs et de desseins tiennent tous les souverains dans un état continuel d'action et de réaction. Telle est l'inconstance de la mer, qui tantôt calme et tantôt agitée, voit ses flots s'apaiser et s'élever au gré des vents et des orages.

Cet équilibre si vanté, qui semble plutôt l'effet du hasard que de la politique, a été mille fois une occasion de trouble, de défiance, d'inquiétude : mille fois le zèle pour sa conservation a servi de prétexte à des ligues, à des projets funestes au repos de l'Europe. Si jamais le soin de le maintenir a dû occuper les souverains ; si jamais leur véritable intérêt de concert avec la justice, a sollicité leurs communs efforts : ah ! c'est sans doute dans un temps, où une nation fière de ses avantages et de ses richesses, imagine que ses forces répondent à l'avidité de ses désirs, et ne met plus de bornes à ses projets. Ce n'est pas à la monarchie universelle qu'elle aspire : ce dessein ne fut jamais qu'un fantôme destiné à inspirer de vaines terreurs ; c'est le commerce universel qu'elle veut usurper. ² Non contente de faire circuler ses richesses d'un bout à l'autre de l'univers, elle veut suffire seule à tous les besoins, rendre toute l'Europe tributaire de son industrie, et s'acquérir ainsi une espèce de souveraineté, d'autant plus solide qu'elle serait fondée sur les besoins. Ce n'est qu'avec jalousie qu'elle voit les autres nations partager avec elle les avantages du commerce. Tout celui qu'elle ne fait pas lui semble une perte réelle. Elle couvre déjà la mer de ses vaisseaux. Animée de cet esprit d'exclusion si fatale à la société, si digne d'une proscription générale, elle

² L'Angleterre. (B.M.)

voudrait dissiper et détruire la marine de tous les peuples, et s'arroger l'empire des mers, ce territoire commun des nations.

Ô peuples ! Ô souverains qui demeurez spectateurs d'une guerre dont les événements sont si intéressants pour vous ; ce ne sont pas des droits litigieux et incertains que nous défendons, nous réclamons les lois qui gouvernent la société générale, ces lois dont vous êtes tous solidairement les dépositaires et les garants. ³ Ce n'est pas pour nos seuls intérêts que nous combattons ; c'est pour le commerce, pour la navigation, pour la liberté commune. Nos succès ou nos malheurs vous regardent, et nos ennemis sont les vôtres.

Voyez et jugez qui d'eux ou de nous a troublé le repos de l'Europe, qui a rompu la paix, violé les traités, allumé cette guerre si terrible, et dont la violence semblait devoir abrégier la durée.

Témoins de la conduite de la France, de la modération qu'elle a opposée aux excès de ses ennemis : voyez et jugez si le prince qui nous gouverne a pu faire davantage pour la tranquillité de l'Europe ; s'il a pu porter plus loin les égards, les ménagements ; s'il n'a pas épuisé toutes les voies de négociation ; et rendez hommage à la droiture de ses intentions, à la régularité de ses procédés, à son amour pour la paix.

Voyez et jugez qui de nos adversaires ou de nous a porté la guerre dans le continent, qui a tourné la discorde, qui a excité et fomenté cet incendie général qui désole et afflige l'Allemagne, qui a suscité cette fatale division capable d'altérer à jamais sa constitution, qui a employé ses richesses à soudoyer les ennemis de la paix.

Et quelles précautions la France n'avait-elle pas prises, pour que cette guerre à laquelle toutes les nations commerçantes sont

³ Ce discours a été composé en septembre 1761, avant la déclaration de guerre de l'Espagne contre l'Angleterre.

si intéressées, ne devint point un malheur général. De qui a-t-elle sollicité les secours ? De quel allié a-t-elle réclamé sa jonction ? Quels amis a-t-elle cherché à faire entrer dans sa querelle ? Indépendamment de tous les traités, il existe une alliance naturelle entre les souverains, qui les rend tous protecteurs de la tranquillité générale, et qui les réunit contre ceux qui veulent la troubler. Et quelle force ne devrait point avoir cette obligation primitive, lorsque l'intérêt particulier de chacun s'y trouve joint ; lorsqu'il est question de réprimer un peuple qui se montre l'oppresseur universel. Cependant la France aussi généreuse dans ses démarches, que juste dans ses prétentions, n'a demandé à tous les souverains que la neutralité, et a consenti de soutenir seule le fardeau d'une guerre dont l'intérêt commun devait armer tous les peuples. Si elle a cimenté par une convention particulière avec une puissance l'union et la garantie, que les derniers traités s'établissaient⁴, elle a eu soin de faire précéder cette alliance purement défensive, d'un acte de neutralité dans la guerre présente, et n'a eu pour but dans cette démarche que de rendre la paix nécessaire dans le continent.

Quelle est donc cette politique qui a rendu inutile une prévoyance si louable ; qui a dérangé des mesures si sagement concertées, si favorables à la tranquillité de l'Europe ? Quelle est cette politique, qui pour opérer une utile diversion, et forcer la France toujours fidèle à ses engagements à s'épuiser pour les remplir, a trouvé moyen de mettre aux prises presque toute l'Europe, de brouiller les souverains, d'inonder l'Allemagne de troupes, de faire de ses plus belles provinces un vaste champ de bataille ?

Ô fléau de Dieu ! ô guerre, ne cesserez-vous point de désoler la terre ? Ô glaive du Seigneur, n'avez-vous pas causé assez de

⁴ Traité de Versailles du 1^{er} mai 1756.

ravage, n'avez-vous pas assez affligé les nations, n'êtes-vous pas abreuvé de sang et rassasié de carnage ?

Et vous souverains, dont les prétentions ont troublé le repos de l'Europe, daignez vous souvenir que le Tout-puissant ne vous communiqua son pouvoir que pour vous associer à ses soins paternels, que pour vous rendre les images de sa providence et de sa bonté. Si le soin de votre gloire, si l'intérêt particulier de vos peuples a droit de vous occuper, songez aussi que vous êtes le lien de la société des nations, et que dans le rang suprême où le Très-haut vous a fait monter, vous êtes redevables à l'univers, et chargés du soin de procurer sa tranquillité.

Et vous en particulier, prince, qui faites par vos talents l'admiration de l'univers ; vous que nous avons trouvé si grand dans la paix, que nous avons placé au rang des rois les plus fameux ; vous dont la renommée nous a raconté tant de merveilles, que manquait-il à votre gloire ? Êtes-vous fait pour en ambitionner une qui ne soit pas pure, que l'humanité soit forcée de désavouer ? Persuadé que la société civile ne peut subsister sans le secours des lois, vous avez égalé la gloire des plus grands législateurs. Mais vos lois ne sont dignes de nos hommages, que parce qu'elles sont justes : et cette justice que vous savez si bien distribuer à vos peuples, oblige aussi les rois, et préside à la grande société des nations. Comme membre d'une république de princes, vous êtes citoyen d'une patrie ; et cette patrie a un droit écrit, et des tribunaux dont vous êtes justiciable. Comme souverain, au moins vous êtes sujet aux lois immuables de l'équité, de la modération, de la bonne foi. Vous en avez donné aux souverains des leçons admirables dans un ouvrage digne de ne pas sortir de leurs mains. Serons-nous donc forcés d'admirer les principes et les maximes du sage qui instruit l'univers, et de n'oser en rapprocher la conduite et les procédés du monarque qui l'effraie ?

Descendez enfin du ciel, divine paix, don céleste, fille du Très-haut : vous dont le nom est si doux qu'il se trouve jusque dans la bouche de vos plus cruels ennemis. Venez nous ramener des jours purs et sereins. Nous avez-vous donc quitté pour toujours ? La terre épuisée soupire après vous ; les peuples abattus, désolés, consternés vous appellent et vous réclament. Nos crimes sans doute vous ont éloignée de nous : la justice du Très-haut a provoqué sa vengeance, et vous a retenue jusqu'ici. Mais ce dieu sera-t-il toujours pour nous un dieu terrible ? Ne se souviendra-t-il plus de ses bontés ? N'a-t-il pas été donné assez longtemps au démon de la discorde d'agiter les souverains et les peuples, de répandre sur eux un esprit d'inimitié, de jalousie, de fureur ? Si la colère divine demandait des victimes, un million d'hommes a disparu de dessus la terre dans cette guerre malheureuse. Puisse tant de fang répandu comme un sacrifice d'expiation, arrêter le bras qui nous frappe. Puissent les cendres de tant d'innocents malheureux, de tant de braves citoyens, apaiser enfin le courroux du Tout-puissant.

Sommes-nous exaucés ? ⁵ Cette assemblée auguste des ministres de toutes les puissances doit-elle être pour nous le gage d'une paix prochaine ? Que ces délibérations si longues d'ordinaire, et qui malheureusement en cette occasion ont été aussitôt rompues qu'annoncées, seraient faciles et abrégées, si la voix de l'humanité affligée pouvait se faire entendre et pénétrer ce chaos d'intrigues, de prétentions, d'intérêt : si toutes les puissances belligérantes déposant toutes préventions venaient de sang froid se replacer au point d'où elles sont parties, faire du moins à présent ce qu'elles eussent dû faire alors, prendre la justice et les traités pour règle, appliquer et confronter toutes leurs prétentions sur cette règle inflexible, au lieu de vouloir la courber à leur gré.

⁵ Congrès d'Ausbourg en 1761.

Que la paix serait prompte si cette nation qui l'a rompue préférerait enfin la gloire de céder à la justice, au faux honneur de s'épuiser elle-même pour la combattre ; si contente des avantages que lui procurent une agriculture portée à sa perfection, une industrie infatigable, un commerce immense, elle croyait plus honorable pour elle de servir de modèle et d'émulation aux autres peuples, que d'envahir et d'usurper ; si faisant taire enfin toute animosité nationale aussi contraire à la raison qu'à l'humanité, elle cessait de haïr un peuple qui sait l'estimer, *et qui n'est fait ni pour sentir ni pour exciter la haine.*

Mais c'est Dieu qui tient en sa main le cœur des rois et qui les tourne où il lui plaît. Il sait les abandonner à l'esprit de discorde quand il veut châtier les peuples ; il sait les incliner à la paix quand il veut pardonner.

C'en lui qui a inspiré au prince qui nous gouverne une modération dont l'Europe a dû être étonnée, et sur laquelle elle avait lieu de fonder les espérances les plus certaines de la paix. Aurions-nous pu croire nous-mêmes les démarches qu'il a faites pour y parvenir, les sacrifices auxquels son amour pour les peuples l'a déterminé, s'il n'avait daigné nous en instruire, et nous mettre sous les yeux d'une part les proportions les plus capables de désarmer ses ennemis, de l'autre une opposition absolue à toute voie de conciliation ? ⁶ *Que l'univers entier juge aujourd'hui laquelle des deux puissances se refuse au rétablissement de la tranquillité publique, et sacrifie à son ambition particulière le repos et le bonheur de la terre.*

La guerre la plus juste qui fut jamais exige donc encore de nous des efforts. Et tandis qu'une partie de nos concitoyens s'empresse de prodiguer pour la défense de la patrie leur repos, leur sang, leur vie, nous plaindrons-nous de contribuer de nos biens pour faire sentir à ces fiers adversaires enivrés de

⁶ Mémoire des négociations des cours de France et d'Angleterre en 1761.

quelques succès, combien la France a de ressources, soutenue
des regards d'un roi qu'elle chérit ?